

Le feuilletton de l'été : Tim Jackson « prospérité sans croissance, la transition vers une économie durable »

En s'appuyant sur la définition que le prix Nobel d'économie Amartya Sen donnait de la prospérité (opulence+utilité+capabilités d'épanouissement), l'auteur de cet ouvrage, Tim Jackson, professeur de développement durable à l'Université du Surrey et commissaire à l'économie de la très officielle Commission du développement durable du Royaume-Uni nous montre que la croissance continue est non seulement un mythe impossible mais qu'elle est à partir d'un certain point inutile voire nuisible.

L'intérêt de ce livre est qu'il montre surtout qu'un autre modèle est possible, qui n'est ni la décroissance, ni une « croissance verte » et dont on a encore du mal à définir les contours, pour peu qu'on accepte de changer de paradigme.

Le premier changement est évidemment de passer d'un modèle économique à deux dimensions Travail-Capital à un modèle macroéconomique à au moins trois dimensions introduisant le principal facteur de rareté qu'est notre planète elle-même dont les ressources sont par définition épuisables (du moins avec le mode d'exploitation actuelle).

Le second changement est évidemment de modifier notre rapport au travail. Dans le système tel qu'il fonctionne actuellement, le travail est avant tout un coût de production qu'il convient de réduire (pour les entreprises) et le moyen d'assurer son existence, qu'il convient de conserver coûte que coûte (pour le travailleur). En introduisant la dimension sociale du travail comme un des éléments d'exister dans une société, il

ajoute une nouvelle valeur à ce travail. Le travail devient du coup une valeur sociale centrale du modèle macroéconomique qu'il faut à tout prix préserver, développer et PARTAGER.

Le troisième changement auquel il nous invite, c'est de modifier notre rapport aux objets et, à travers cela, modifier notre façon de « consommer », c'est-à-dire passer d'un acte d'achat qui relève au moins autant de la représentation sociale que du besoin véritable vers un acte raisonné où le service rendu (la satisfaction du besoin réel) et la façon dont ce produit ou ce service est obtenu sont les principaux paramètres du choix.

Partant de là, il redéfinit les contours d'une nouvelle macroéconomie, que faute de mieux, il appelle écologique mais qui pourrait tout aussi bien s'appeler « durable » ou « soutenable » voire « responsable », où l'action politique reprend tous ses droits, où l'Etat retrouve sa place d'investisseur de long terme et où le capitalisme (enfin une certaine forme de capitalisme, qu'il appelle entrepreneurial) aurait encore sa place pour peu qu'il accepte l'ensemble des paramètres définis ci-dessus.

Certains parlent de ce livre comme d'un nouveau rapport Brundtland. C'est peut-être lui faire trop d'honneur.

Mais c'est certainement un livre à lire (collection etopia, éditions De Boeck) qu'on peut consulter au centre de documentation des Eco-Bretons.

Vous trouverez ci-dessous la lecture commentée des 200 pages de ce livre de 12 chapitres qui vous redonnent le moral (si vous l'aviez perdu).

Chapitre 1. La prospérité perdue

La prospérité comme croissance

La question des limites

Au-delà des limites

Prospérité = croissance du revenu, c'est vrai pour un milliard d'habitants de la Terre qui vivent avec moins de 1 dollar par jour. Pour les autres, et notamment le milliard le plus riche, cette équation n'est pas vraiment vérifiée.

Les débats autour du peak oil et de tous les autres « peak » n'a pas grand sens. Tôt ou tard, ces points de rupture INELUCTABLEMENT seront atteints. Malthus avait certainement tort sur le moyen terme quand il écrivait sa théorie sur la rareté et l'appauvrissement car il ne tenait pas compte des gains de productivité ni de l'innovation technologique, mais sur le très long terme, il a indubitablement raison : aucun arbre ne montera jamais jusqu'au ciel.

« L'idée d'une économie qui ne croît pas est une hérésie pour un économiste. L'idée d'une économie en croissance continue est une hérésie pour un écologiste. » L'économie a failli dans sa tentative d'apporter la prospérité par la croissance continue de la richesse puisqu'elle a surtout produit inégalité et instabilité.

Chapitre 2. L'âge de l'irresponsabilité

A la recherche de coupables

Le labyrinthe de la dette

L'ennemi intérieur

Dettes écologiques

Pourquoi l'économie a failli à sa double mission d'assurer la prospérité pour tous et la stabilité de cet état d'aisance universel ?

C'est à cause essentiellement du mythe de la croissance qui pousse les pays développés à vivre de plus en plus en plus à crédit [La question reste cependant posée du pourquoi il est nécessaire à ces économies développées de vivre à crédit pour soutenir « sa » croissance. La réponse est évidemment dans la répartition inégale de la richesse créée].[\[dG1\]](#)

L'irresponsabilité ne vient ni du laxisme du contrôle, ni de la cupidité individuelle, encore moins de fautes professionnelles des banquiers. Cette irresponsabilité est systémique et tient à l'obsession de la croissance à tout prix, y compris l'endettement inconsidéré. C'est par la croissance que le marché a finalement été défait. Cette dette financière dont nous n'arriverons pas à nous défaire à court terme ne doit pas masquer d'autres dettes à plus long terme, les dettes écologiques et c'est peut-être là qu'est la plus grande preuve d'irresponsabilité du marché.

Chapitre 3. Redéfinir la prospérité

La prospérité comme opulence

La prospérité comme utilité

La prospérité en tant que capabilité d'épanouissement

Capabilités limitées

Le prix Nobel d'économie Amartya Sen définit la prospérité à partir de trois substantifs dont un néologisme : l'opulence, l'utilité et les capabilités d'épanouissement. Il précise aussi que la prospérité ne peut se concevoir que comme une condition incluant des obligations et des responsabilités envers autrui.

S'agissant de l'opulence, il note que « plus » peut parfois revenir à « moins » : l'épidémie d'obésité en est la manifestation la plus symbolique mais elle est loin d'en être

la seule.

L'utilité se traduit comme étant le degré de satisfaction qu'on retire de son niveau de vie. La satisfaction n'a évidemment rien à voir avec le prix et la quantité de ce qu'on consomme puisqu'il peut y avoir des satisfactions gratuites, mais les études menées par la Commission pour le Développement Durable britannique montre que le lien entre niveau de vie et bien-être suit une courbe asymptotique qui montre qu'au-delà d'un certain niveau de revenu (environ 15.000 euros en 1995), le sentiment de mieux-être ne progresse quasiment plus alors qu'en deçà la progression est très rapide.

En introduisant le concept de capacités d'épanouissement, Sen veut indiquer qu'au-delà du revenu disponible, une autre dimension doit être prise en compte pour définir la prospérité : les possibilités qui sont offertes à chacun de trouver sa place dans la société où il vit. Cette définition des capacités est complétée par la philosophe Martha Nussbaum autour de cinq éléments

- La vie (durée de vie, santé corporelle)
- L'intégrité corporelle (sécurité, sexualité)
- La raison pratique : capacité de se forger une conception de la vie bonne
- L'affiliation : vivre avec et tourné vers les autres
- La maîtrise de son propre environnement

[Cela peut constituer les bases d'un « nouveau contrat social »]

Chapitre 4. Les dilemmes de la croissance

L'opulence matérielle comme condition de l'épanouissement

Revenu et droits élémentaires

La croissance des revenus et la stabilité économique

Dans ce chapitre, l'auteur se pose la question : « *Et si à défaut de croissance, nos capacités d'épanouissement diminueraient sensiblement ?* » et il y répond en trois temps.

L'opulence et la capacité d'épanouissement : la propriété est un marqueur social fort tout comme notre mode de consommation.

Trois courbes asymptotiques (PIB et espérance de vie, PIB et mortalité infantile, PIB et accès à l'enseignement) montrent qu'il existe un niveau de revenu par tête (compris entre 15.000 et 20.000 euros) au-delà duquel les gains marginaux sont quasiment nuls.

Dans une économie fondée sur la croissance, la croissance est essentielle pour la stabilité : c'est soit la croissance continue, soit l'effondrement. [Un peu comme à bicyclette : tu pédales ou tu te casses la figure]

D'où ce dilemme majeur puisque LA CROISSANCE CONTINUE EST IMPOSSIBLE.

Chapitre 5. Le mythe du découplage

Découplage relatif

Découplage absolu

L'arithmétique de la croissance

Choix austères

De ce dilemme est née l'idée du découplage, c'est-à-dire l'idée que la consommation des ressources peut ne pas suivre l'évolution du PIB avec deux niveaux possibles de découplage, le découplage relatif, qui n'est qu'un ralentissement de la croissance de la consommation des ressources en période de croissance et le découplage absolu, où la consommation des ressources diminue de toute façon. Pour l'instant, malgré la récession qu'ont connue la plupart des pays, nous n'avons la preuve ni de l'une, ni encore de l'autre : même les bilans carbone présentés comme positifs sont faux car fondés sur des données tronquées.

Une arithmétique simple permet de comprendre les données du problème :

Impact de la croissance = croissance de la population + croissance du revenu par tête - croissance de l'efficacité technologique

Si on considère que la population mondiale va augmenter au rythme de 1,3%, que le revenu par tête doit progresser de 1,4% et que l'efficacité technologique permet des gains de 0,7%, cela fait quand même un impact de 2% (1,4+1,3-0,7).

Cela souligne l'importance du saut technologique global qu'il conviendrait d'accomplir à partir du moment où l'évolution démographique est une tendance de long terme, où la croissance du revenu (hors OCDE) est une exigence démocratique.

Mais le rapport Stern montre que même en investissant 2% du PIB pendant au moins une décennie, le gain technologique qu'on en tirerait ne permettrait pas d'atteindre ce que l'AIE considère comme un objectif minimal.

Le découplage est donc un mythe : il ne se fera pas tout seul.

Chapitre 6. La « cage de fer » du consumérisme

Structures du capitalisme

Logique sociale

Nouveauté et angoisse

L'économiste William Baumol, dans un ouvrage collectif « *Good capitalism, bad capitalism* » identifie quatre types de capitalisme : le capitalisme dirigé (par exemple la France, l'Allemagne mais aussi évidemment la Chine et la Russie), le capitalisme oligarchique (l'Inde mais aussi évidemment la Chine et la Russie), le capitalisme des grandes entreprises et le capitalisme entrepreneurial qui n'ont en commun que le primat du droit de propriété et la propriété privée des moyens de production. Pour eux, le seul bon capitalisme est le dernier.

Mais

Le moteur de ce système, le profit ne peut fonctionner que par un abaissement continu des coûts de production et en l'occurrence du coût du travail via la productivité horaire. Cette efficacité croissante se fonde sur l'innovation mais celle-ci a ses limites sauf saut technologique, ce que Schumpeter appelle « la destruction créatrice ». Toutefois, on peut se poser légitiment la question de l'utilité (au sens Sennien) de la plupart de ces innovations.

C'est là dessus que vient se greffer un autre aspect de la question qui est le rapport que nous avons aux choses, cette forme d'attachement qui fait de la possession matérielle une sorte de « moi élargi ». Nous sommes ce que nous consommons et c'est cette consommation-spectacle qui crée une angoisse du vide. Pour reprendre l'expression que Max Weber utilisait pour définir la bureaucratie, l'auteur parle alors de la « cage de fer » du consumérisme.

La rencontre de la destruction créatrice et de l'angoisse née de cette consommation spectacle produit in fine une croissance

sans fin [une croissance sans faim !]

Chapitre 7. Le keynésianisme et le « New Deal Vert »

&n
bsp; Options de redémarrage de la croissance

New deal vert

Stratégie pour la création d'emploi

Le potentiel de la relance « verte »

Financer la reprise

Au-delà de la relance

A la base de ce New Deal vert, il y a la volonté affichée que La relance NE SOIT PAS le retour au « business as usual ». D'autant que ce retour au statu quo ante a été exprimé de façon très imagée par un éditorialiste de « the Independent on Sunday » de la façon suivante « *Nous n'avons aucun désir de vivre dans une yourte sous un soviet de travailleurs* ». Mais qui le voudrait ? Et qui même le propose ?

Quatre options se présentent pour la relance :

Ne rien faire, la main invisible du marché et les stabilisateurs vont faire repartir la mécanique. C'est risqué car rien ne prouve l'existence de l'une et des autres.

Faire une relance monétaire par l'expansion du crédit. Guérir le mal par le mal en quelque sorte. C'est risqué, le malade est trop atteint et puis l'inflation, ni la BCE, ni le FMI n'en veulent...

Faire une relance budgétaire par des baisses d'impôts et une augmentation des prestations sociales. Avec des déficits publics qui frôlent déjà les 10% dans de nombreux pays, c'est

osé.

Une relance keynesienne classique fondée sur les dépenses publiques d'investissement. C'est osé pour les mêmes raisons et ça ne rapporte qu'à moyen terme. Or il y a le feu à la maison.

Toutefois cette dernière option semble la moins mauvaise à condition de cibler l'investissement public sur des objectifs précis et dont le retour sur investissement est rapide et puissant. C'est ainsi qu'est né une sorte de consensus mondial autour d'un New Deal vert dont les 5 axes sont :

Pour le court/moyen terme

- *La réduction des coûts énergétiques libèrent de suite du pouvoir d'achat des ménages

- *La réduction des dépenses énergétiques réduit la dépendance extérieure et restaure la balance commerciale

- *Les industries de l'environnement tirent l'emploi

Pour le plus long terme

- *Faire des progrès en direction des objectifs exigeants de réduction des émissions de GES nécessaires pour stabiliser l'atmosphère de la planète

- *Protéger les actifs écologiques précieux et améliorer la qualité de notre environnement de vie pour les générations futures

Pour chiffrer les choses, l'AEI estime que les besoins d'investissements énergétiques de 2010 à 2030 seront de 35.000 milliards de dollars.

De son côté l'université du Massachussets a calculé qu'investir en DEUX ans 100 milliards de dollars dans les bâtiments, les transports en commun, les énergies

renouvelables permettrait de créer 2.000.000 d'emplois (le même montant investi dans le pétrolier n'en créerait que 600.000 mois durable).

Malheureusement à quelques exceptions près (la Corée et la Chine), la plupart des pays ont proposé en 2009 des plans de relance qui ne font pas forcément la part belle aux investissements « verts ». Sur 2.796 milliards de financement public prévu, seul 435 (15.6%) sont des financements verts (dont 221 milliards pour la Chine -38% de son plan de relance et 80 milliards pour la Corée)[\[MSOffice2\]](#)

Compte tenu de l'état des finances publiques dans la plupart des pays, il faudra trouver de nouvelles sources de financement. Toutefois, sauf peut-être aux Etats Unis et en Grande-Bretagne, il existe une forte épargne disponible : l'idée est donc de l' «éponger » en créant des produits d'épargne « verts », les « bons verts »(green bonds).

Chapitre 8. Une macroéconomie écologique

Théorie macroéconomique élémentaire

Changer « le moteur de la croissance »

Partager le travail

Investissement écologique

Fondements d'une théorie macroéconomique écologique

La théorie macroéconomique classique est actuellement incapable de résoudre ce dilemme entre la sécurité (symbolisé par la stabilité économique) et la sûreté (rester à l'intérieur des limites écologiquement soutenables).

Le progrès technique n'y suffira pas, [encore qu'en y mettant

les moyens (voir le rapport Stern précité) on pourrait améliorer le bilan global)] si on ne change pas simultanément la structure économique et la logique sociale.

1. C'est là qu'on se rend compte immédiatement que le P.I.B. n'est pas un bon outil de mesure.

2. Le modèle classique ne connaît que deux facteurs de production, le capital et le travail, oubliant naturellement le troisième, la Nature.

3. Il faut changer le moteur de la croissance et ne plus raisonner en terme de produit mais en terme de services rendus par le produit.

4. L'innovation technologique n'a de sens que si elle permet de rendre le même service avec une empreinte écologique globale plus faible. En la matière, les limites de la thermodynamique n'ont pas encore été atteintes et les potentialités de l'économie circulaire commencent à peine à être explorées.

De tels schémas de production existent déjà de façon embryonnaire mais actuellement ces expériences sont encore peu reconnues car elles cumulent tout ce que l'économie classique considère comme des défauts rédhibitoires : une productivité déplorable, une recherche de la qualité qui est même antinomique avec la notion de productivité (s'agissant en particulier de services à la personne), une conception du travail fondée sur la capabilité sociale et non sur la productivité individuelle. Pour toutes ces raisons, l'auteur l'appelle pour l'instant l'économie Cendrillon. [Notons que les champs d'activité de cette économie recouvre assez largement ce qui se développe actuellement en France dans le champ de l'Economie Sociale et Solidaire]

Le partage du travail est aussi un des paramètres de cette nouvelle macroéconomie, en partant justement du fait que le travail avant d'être un facteur de production est une

capabilité sociale. Si les gains de productivité perpétuels ne sont plus dans ce schéma un impératif inéluctable, il n'en demeure pas moins qu'il sont pourtant utiles parfois.

Dans ce cas, à production constante, les gains de productivité se traduisent évidemment par une diminution de la masse de travail nécessaire. Deux options se présentent alors, soit diminuer le nombre de travailleurs, soit diminuer la quantité de travail de chacun. C'est évidemment vers la seconde solution qu'il faut et qu'on peut aller [voir à cet égard, les travaux de Pierre Larrouturou sur la semaine de 32 puis maintenant 28 heures]

Un investissement écologique suppose qu'on change les équilibres entre consommation et investissements, via l'épargne d'une part (par exemple dépenser plus pour construire son habitat de façon à dépenser moins en valeur et en quantité pour y habiter) et d'autre part qu'on choisisse judicieusement ces investissements :

- *investissement qui améliorent l'efficacité dans l'utilisation des ressources (efficacité énergétique, réduction des déchets, recyclage)

- *investissements qui substituent aux technologies conventionnelles des technologies plus propres et plus sobres

- *investissements dans l'amélioration des écosystèmes (adaptation climatique, reforestation, renouvellement des zones humides)

Les fondements d'une nouvelle macroéconomie écologique sont

- une économie « résiliente », capable d'absorber des chocs exogènes sans remettre en cause la stabilité
- la garantie de la sécurité des moyens de subsistance (niveau stable de flux de biens et service, répartition équitable et protection du capital naturel

- conservation des équilibres macro-économiques traditionnels (la transition ne peut être que progressive)
- introduction des nouvelles variables : dépendance énergétique, dépendance aux ressources naturelles, plafond d'émission de GES, valeur des services écosystémiques, valorisation du stock de capital naturel. [ces indicateurs existent mais ne sont pas pris en compte actuellement].

Chapitre 9. L'épanouissement –dans certaines limites

Une vie sans honte

Hédonisme alternatif

Le rôle du changement culturel

Dans ce chapitre, nous touchons à un des paradoxes de la société de consommation. Nous consommons parce que la consommation est un facteur d'intégration et pourtant jamais il n'y a eu un sentiment aussi fort de non-intégration. C'est le piège d'une « vie sans honte ». D'où l'appel à un hédonisme alternatif, c'est-à-dire une forme de simplicité volontaire que résume bien cette phrase de Gandhi « *Vivre simplement pour que d'autres puissent simplement vivre.* ».

Ce n'est pas actuellement le contenu des messages que ne cessent de nous envoyer le monde politique et les médias qui ne voient la fin de la crise que dans la reprise de la consommation. C'est dire la nécessité d'un changement culturel et l'importance que prend alors en terme d'exemplarité de ce que dans le chapitre précédent l'auteur a appelé l'économie Cendrillon. La stratégie vise alors à favoriser toutes les initiatives visant à modifier les rapports de consommation. [A titre d'illustration, la réintroduction de la blouse à l'école, à défaut de pouvoir introduire l'uniforme comme dans les écoles primaires et secondaires britanniques, serait un

bon moyen de lutter contre la dictature des vêtements « de marque » et ce que cela entraîne en termes de gaspillages financiers et physiques]

Chapitre 10. Une gouvernance pour la prospérité

Le rôle de l'Etat

Egoïsme et altruisme

Les variétés du capitalisme

L'Etat schizophrène

Les deux composantes du changement sont d'une part le paradigme de la macroéconomie écologique et d'autre part un nouveau consumérisme.

Dans ce changement le rôle de l'Etat est d'abord de contribuer à changer les référents des représentations sociales et ensuite de réintroduire du long terme là où à présent, nous ne voulons que du court terme.

En dehors de l'Etat, il faut également que se constituent des institutions permettant un équilibre entre égoïsme et altruisme. Actuellement, il est grand temps de renvoyer le balancier vers la valorisation de l'engagement personnel [Les entreprises ont compris cela avant l'Etat en mettant en place des modes de rémunérations non financiers, comme justement l'engagement des cadres dans la société, notamment par le biais des fondations d'entreprises et cela les arrange bien puisqu'elles font d'une pierre trois coups : les cadres se sentent mieux « dans leurs baskets », cela leur évite une énième augmentation des primes et c'est bon pour l'image de la marque].

Pris entre ces deux exigences : la promotion de la consommation à outrance pour soutenir le court terme et

promouvoir des changements culturels parce que c'est la condition d'un nouvel équilibre à long terme rend l'Etat schizophrène [Le gouvernement de François Fillon étant jusqu'à ces derniers mois caractéristique de cette schizophrénie avec d'un côté un Martin Hirsch, voire même un Fadela Amara et de l'autre une Christine Lagarde ou un Christian Estrosi, Jean-Louis Borloo étant à lui seul l'exemple parfait de l'Etat schizophrène, d'une part réussissant comme on l'a vu le Grenelle de l'Environnement et d'autre part sacrifiant sur l'autel de la rigueur budgétaire la plupart des incitations fiscales qui y étaient liées]

Chapitre 11. La transition vers une économie durable

Etablir les limites

Plafond de ressources et d'émissions – et objectifs de réduction

Réforme fiscale pour la durabilité

Soutien à la transition écologique dans les pays en voie de développement

Réparer le modèle économique

Développer une théorie macroéconomique écologique

Investir dans l'emploi, les actifs et les infrastructures

Accroître la prudence financière et fiscale

Réviser les comptes nationaux

Changer la logique sociale

Politique du temps de travail

Lutte contre les inégalités systémiques

Mesurer les capacités et l'épanouissement

Renforcement du capital social

Démanteler la culture du consumérisme

Ce n'est pas une utopie

Ici , il est inutile de résumer ce chapitre les sous-titres et titres intermédiaires suffisent à comprendre le contenu déjà largement explicité dans les chapitres précédents.

La double crise économique et écologique va nous mettre de façon très crue face à l'incohérence de nos politiques consuméristes et nous faire redécouvrir les vertus de la frugalité dont l'auteur nous rappelle l'étymologie (le bon fruit). [\[MSOffice3\]](#)

Les défis sont au moins autant sociaux qu'économiques car il nous faut retrouver le sentiment mutuel de participer à une action commune, non seulement à travers ce que nous sommes mais aussi à travers de ce que nous faisons et produisons, « des citoyens embarqués dans une aventure commune » .

Pour cela, il faut un discours public plus robuste dans lequel le travail reste une valeur forte du modèle dans ces deux sens d'acception (moyen d'existence et moyen « d'exister »).

L'économie relationnelle et l'économie de recyclage nous rendent moins dépendant des activités d'extraction, donc de destruction, des ressources. L'économie classique sera elle-même profondément bouleversée (aller vers une économie circulaire).

Chapitre 12. Une prospérité durable

Visions de la prospérité

Cendrillon au bal ?

La fin du capitalisme ?

Il sera plus que temps...

Au point de départ est une vision de la prospérité conçue comme notre capacité à nous épanouir en tant qu'êtres humains - à l'intérieur des limites écologiques d'une planète finie.

Il convient de souligner que dans ce schéma trois facteurs vont limiter la croissance :

L'imposition de limites écologiques, à travers par exemple des budgets carbone

L'évolution structurelle vers des activités à faible croissance de productivité voire à productivité décroissante, conséquence d'une amélioration de la qualité d'un service mieux rendu

L'orientation des ressources vers des investissements écologiques moins « directement productifs », la productivité étant mesurée par le ratio médiocre profit financiers générés/capital financier investi

Et que parmi ces trois facteurs, il y a une contrainte extérieure et deux orientations politiques.

Il convient de noter également que le travail est une telle valeur qu'il faut apprendre à le partager.

La conséquence de ces choix est : les investissements écologiques étant de long terme et globalement moins productifs on doit assister à un glissement progressif de l'investissement privé vers l'investissement public, [c'est-à-dire l'évolution exactement inverse de ce qui se passe actuellement où même les économies d'énergie en matière d'éclairage public sont financés par le secteur privé via ce qu'on appelle pudiquement des partenariats publics privés, en

abrégé PPP, qui sont façon trouvée par ces grands opérateurs de capter une part croissante des budgets des collectivités locales].

Plutôt que la fin du capitalisme, cela signifie une nouvelle approche du rapport entre public et privé dans la gestion des actifs et de l'investissement c'est-à-dire à la fois une « nouvelle gouvernance des territoires » et une « nouvelle gouvernance des entreprises »

C'est donc peut-être à terme, le triomphe de l'économie Cendrillon mais dans la période de transition, la question reste posée de comment organiser le transfert financier de l'économie « classique », même verdie, vers l'économie Cendrillon.

[\[dG1\]](#) Les pays, qui à force d'être appelés « émergents » sont devenus complètement émergés, constituent un contre-exemple parfait. Alors que le taux d'épargne britannique vient de passer sous la barre de 0%, la Chine connaît un taux d'épargne de 25% et l'Inde fait encore mieux avec un taux d'épargne de 37%.

[\[MSOffice2\]](#) Pour ce qui concerne la France, le plan de relance de 33.5 milliards prévoit un peu plus de 7 milliards d'investissement vert, ce qui reste honorable (21%) mais il convient de souligner que sur le grand emprunt de 35 Milliards (le plan Juppé-Rocard) les investissements verts ne se comptent pour l'instant qu'en centaines de millions

[\[MSOffice3\]](#) Rejeter le « carcan de fer du consumerisme » ne veut pas dire rejeter systématiquement l'innovation.